

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Collaboration-Extradition-de-Sonia-vers-les-Etats-Unis>

Collaboration : Extradition de "Sonia" vers les Etats Unis

- Les Cousins - Colombie -

Date de mise en ligne : jeudi 10 mars 2005

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le gouvernement colombien a confirmé sa décision d'extrader aux États-Unis Omaira Rojas, connue sous le pseudonyme de « Sonia », une dirigeante de la guérilla colombienne poursuivie pour trafic de drogue.

Par l'Agence France-Presse

Bogota, Le mercredi 09 mars 2005

Le ministre colombien de l'Intérieur, Sabas Pretelt, a indiqué mardi soir à la presse que l'appel interjeté par « Sonia » contre son extradition avait été rejeté et que « son extradition est confirmée ».

Considérée comme la responsable des finances au sein des Forces Armées Révolutionnaires de Colombie (FARC, guérilla marxiste) « Sonia », 37 ans, est accusée à ce titre de gérer de l'argent provenant du trafic de drogue et des rançons de personnes séquestrées. Elle est aussi accusée par le ministère colombien de l'Intérieur d'avoir importé aux États-Unis plus de cinq kilos de cocaïne et d'avoir participé au trafic de drogue dans ce pays.

L'extradition de la dirigeante des FARC avait été autorisée par le président colombien Alvaro Uribe le 25 février dernier, mais ses avocats avaient interjeté appel, arguant de l'inconsistance du dossier selon eux et de la nécessité qu'elle soit d'abord jugée en Colombie.

Connue également sous les pseudonymes de « Nayibe » ou « Anaibe Rojas », la dirigeante des FARC avait été arrêtée le 10 février 2003. Sa capture avait été présentée comme un important coup porté à la guérilla, après celle de Ricardo Palmera, alias « Simon Trinidad », un autre dirigeant des FARC qui a, lui, déjà été extradé aux États-Unis le 31 décembre, sous l'accusation de trafic de drogue et enlèvement, notamment de trois ressortissants américains.

La confirmation de la décision d'extrader « Sonia » aux États-Unis éloigne encore un peu plus la perspective d'une possible libération des otages détenus par la guérilla, dont la franco-colombienne Ingrid Betancourt. Dans un communiqué publié à la fin de février, les FARC ont en effet posé comme préalable à toute libération d'otage le retour en Colombie de « Simon Trinidad » et la non-extradition de « Sonia ».

Selon la presse colombienne citant des sources gouvernementales anonymes, la dirigeante des FARC devait être transférée prochainement de la prison de haute sécurité de Valledupar vers une prison de Baranquilla, d'où elle sera remise à des agents de la DEA (Agence américaine anti-drogue).